

# L'Égypte entre révolution et contre-révolution

Hany Heshmat

Le 11 février 2011, « vendredi du départ », les centaines de milliers de manifestants rassemblés au centre du Caire sur la place Tahrir (place de la Libération) pouvaient enfin conjuguer le verbe « dégager » au passé. Mais la démission du président Hosni Moubarak, il y a plus de huit mois, n'était que le début d'un processus politique de transition, et même si les médias occidentaux y accordent peu d'attention, la situation en Égypte est loin d'être stable.

Plus de la moitié de la population égyptienne a moins de 25 ans et n'a pas connu d'autre système politique que la dictature d'Hosni Moubarak. Confrontée à un chômage massif, à une société de plus en plus en proie à l'immobilisme et à un appareil répressif redoutable, cette jeunesse a joué un rôle important dans les mouvements de masse ayant conduit à la chute du raïs. Lors des 18 jours de révolte (du 25 janvier au 11 février), l'Égypte a connu les plus fortes mobilisations de son histoire contemporaine depuis les manifestations de masse de 1919 contre l'occupant britannique.

En rétrospective, la « chute du régime », revendication centrale des manifestants, apparaît comme la continuation d'une série de chocs politiques ayant secoué le pays depuis le début du millénaire : Le mouvement « Kefaya ! » (« Ça suffit ! ») en 2004-2006 rassemblant de nombreuses forces politiques et réclamant le départ de Moubarak et une démocratisation du pays ; les grandes grèves ouvrières souvent victorieuses (par exemple la grève d'avril 2008 des ouvriers du textile dans le delta) ; la fraude massive aux élections législatives de décembre 2010 ramenant à zéro le nombre de sièges détenus par l'opposition au Parlement... Je me souviens d'ailleurs avoir analysé le premier jour de l'année 2011, au lendemain de l'attentat sanglant contre une église à Alexandrie<sup>1</sup>, la situation politique avec ma sœur également de passage au Caire. Nous n'avons pu que constater le point de

non-retour où le pays était arrivé : aucun « exutoire » institutionnel pour l'opposition, violence confessionnelle attisée, répression policière de plus en plus brutale, grogne sociale omniprésente...

La « révolution du 25 janvier »<sup>2</sup> a déclenché une réelle politisation de toute une génération de jeunes, ce qui pour bon nombre de vieux militants, actifs depuis longtemps sur le terrain, est un succès important et constitue un espoir pour l'avenir. Cette jeune génération, que l'on disait amorphe, apolitique et consumériste, a fait preuve d'un courage remarquable face aux forces de police et d'une intelligence politique évidente dans la gestion du mouvement. Je pense à un ami cinéaste qui jusqu'aux événements de février, était totalement désillusionné sur l'avenir du pays et distant de toute action ou analyse politique. Depuis, il lui arrive de m'envoyer des messages en pleine nuit pour commenter et partager l'un ou l'autre événement politique ! Le « printemps arabe » a par ailleurs cloué le bec aux nombreux analystes, médias et hommes politiques occidentaux véhiculant les clichés et les discours racistes néo-coloniaux sur la soi-disant soumission innée et la non-capacité d'organisation politique des peuples arabes. La dignité retrouvée est un des grands acquis pour cette jeune génération.

Le *sit-in* sur la place Tahrir pendant les trois dernières semaines de juillet réclamait de réelles réformes, un procès public pour Moubarak, ses principaux adjoints et les officiers responsables de la mort des plus de 800 manifestants tués pendant la révolte. J'y suis passé à de nombreuses reprises pendant cet été et j'étais ému face à cet espace de liberté autogéré que beaucoup d'Égyptiens ne pensaient jamais voir de leur vie. Les accès à la place sont contrôlés par des comités populaires ; les tentes des familles des martyrs de la révolution plantées au centre de la place, entourées des tentes des organisations et partis participant au *sit-in* (Coalition des jeunes révolutionnaires, Artistes pour la révolution...) ; des débats sont tenus sur les différents podiums installés, le stand du parti nassérien diffuse

---

**De plus en plus clairement, les généraux se profilent comme le principal obstacle à l'éclosion d'une réelle révolution sociale.**

---

<sup>1</sup> Né et élevé en Égypte, Hany Heshmat vit actuellement au Luxembourg, où il travaille comme guitariste.



Place Tahrir au Caire, le 28 juillet 2011. Sur la banderole : « Coalition des artistes de la révolution »

de vieux discours du premier Égyptien à diriger le pays depuis les pharaons ; des artistes exposent leurs œuvres, des musiciens improvisent spontanément ; et on flâne aussi pour respirer cet air de liberté inhabituel, prendre un thé et une chicha au « café des Baltaguiyas de Tahrir<sup>3</sup> », fumer un joint sans s'inquiéter de la brigade des stupéfiants...

De plus, une culture du débat politique s'installe petit à petit dans la société : de nombreuses chaînes satellitaires ont été créées avec d'excellents programmes d'analyse politique (il n'est pas rare de voir un ou deux invités s'exprimer pendant plus d'une heure), les journalistes commencent à s'émanciper, les réseaux sur Internet (Facebook, blogs, etc.), déjà bien actifs, sont en augmentation constante. Le secteur culturel n'est pas en reste : grèves et *sit-in* s'enchaînent dans les grandes institutions (comme l'orchestre de l'opéra) et la création commence à se ressourcer, comme en témoigne le dernier film, très réussi, coordonné par Yousry Nassrallah (*18 jours*, série de 10 courts métrages de réalisateurs différents ayant pour thème la révolution de 2011).

Le mouvement ouvrier, qui a joué un rôle primordial dans la révolution, notamment en lançant de grandes grèves appelant au départ de Moubarak, est en effervescence. La vitalité et le nombre de nouveaux syndicats indépendants sont impressionnants. Les grèves se multiplient : professeurs du secondaire à la rentrée en septembre (première grève nationale dans l'enseignement depuis 1951 !), chauffeurs de bus au Caire, médecins des hôpitaux publics, ouvriers d'usines... Outre les revendications portant sur les conditions de travail, les salaires, les contrats, ces grèves ont une portée clairement politique. En effet, elles vont souvent de pair avec des appels des travailleurs à « purger »

les institutions/entreprises des cadres proches du Parti national démocratique (PND) de Moubarak, et vont de plus en plus à l'encontre de la ligne politique du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui détient de fait le pouvoir exécutif. Dirigé par le maréchal Tantaoui (ministre de la Défense de Moubarak 20 ans durant !), celui-ci a toujours tenu un discours ferme face à cette actualité sociale bouillonnante qui « va à l'encontre du développement économique de la nation » et a fait passer une loi anti-grève dès le mois de mars.

La tension entre population et militaires est de plus en plus perceptible dans le pays. Avec une situation économique morose en arrière-fond, l'exaspération de la population s'accroît : lenteur des réformes politiques, revendications sociales pas ou peu satisfaites (un salaire minimum d'environ 100 euros a été instauré, alors que les manifestants en réclamaient 200...), augmentation ininterrompue du prix des denrées alimentaires de base en 2011, persistance des méthodes de l'ancien régime (arrestation arbitraire par la police militaire, torture<sup>4</sup>) et cours militaires pour des milliers de civils accompagnés du renforcement de l'état d'urgence (instauré par Moubarak dès son arrivée au pouvoir en 1981). Dans les médias, les généraux sont aussi à l'offensive : pression sur les rédactions, communiqués accusateurs. Ainsi, le 21 octobre dernier, le présentateur vedette d'une émission politique sur une chaîne privée a renoncé à poursuivre son travail à cause de « tentatives continues de censure ».

De plus, le vide sécuritaire créé par le manque de policiers présents dans les rues depuis le départ de Moubarak reste une source de préoccupation pour la population : vols, armes en circulation, règlement de comptes entre délinquants... L'insécurité est d'ailleurs bien exploitée par les militaires : ils peuvent facilement se positionner comme le garant de la sécurité intérieure et de l'unité de la nation. Ainsi, les stratégies de la peur de l'ancien régime continuent à être utilisées, tout comme l'entretien des tensions interconfessionnelles.

Les coptes (chrétiens d'Égypte, environ 10 % de la population) ont toujours subi une discrimination latente sous l'ère Moubarak. La stratégie du pouvoir consistait à se positionner comme l'unique garant de la stabilité du pays en cas de tensions interconfessionnelles. Le CSFA a bien retenu la leçon, comme l'illustrent les tristes événements du dimanche 9 octobre au Caire. Suite à une des nombreuses provocations (dans ce cas-ci, l'incendie d'une église à Assouan), une manifestation formée essentiellement de coptes se dirige en guise de protestation vers le bâtiment de la télévision au bord du Nil au Caire. D'abord attaqué par des « voyous non identifiés » (en fait payés par le régime

pour contrer les opposants), le cortège s'est ensuite fait réprimer par l'armée. La répression tourna au massacre : tirs à balles réelles, manifestants écrasés par des blindés de l'armée. À la fin de la journée, on comptait 27 morts et des centaines de blessés.

Une telle violence, l'Égypte ne l'avait plus connue depuis les journées de révolution de février dernier. Malgré les manipulations médiatiques – pendant la manifestation, la télévision d'État parlait de manifestants coptes s'attaquant à l'armée et appelait le peuple à descendre dans la rue défendre les militaires –, l'indignation envers les méthodes du CSFA est réelle dans la population. Le jeu du CSFA est dangereux : attiser les tensions interconfessionnelles pour faire oublier l'effritement de son capital de sympathie auprès de l'opinion publique...

De plus en plus clairement, les généraux se profilent comme le principal obstacle à l'éclosion d'une réelle révolution sociale. Tous devenus, par la grâce des aides militaires américaines, de grands propriétaires d'usines, d'hôtels ou de plantations, les généraux du CSFA n'ont aucun intérêt à voir le peuple égyptien poser la question de la redistribution des richesses du pays. En effet, leur acharnement contre les mouvements de grèves et l'ignorance quasi totale de nombres de revendications sociales issues de la révolution les placent au sein de cette élite économique qui a su s'enrichir outrageusement sous l'ère Moubarak.

C'est dans ce contexte instable que les élections législatives, prévues pour fin novembre (avec le dernier tour début janvier), sont organisées. La nouvelle loi électorale, fort contestée, a déjà dû être modifiée sous la pression de toutes les forces politiques. En effet, elle prévoyait qu'un tiers des sièges serait réservé aux indépendants, permettant ainsi aux anciens cadres de l'ancien parti au pouvoir (PND, dissous) de se présenter.

Depuis la révolution, des centaines de partis se sont créés, tentant de combler le vide laissé par la chute de l'ancien régime. Les partis de la gauche laïque ont pu sortir de leur clandestinité, une partie ayant formé « l'alliance socialiste », tout comme une série de partis libéraux ayant connu la répression sous le régime Moubarak. Les Frères musulmans, forts de la relative tolérance du régime et de leurs réseaux caritatifs, se profilent de fait comme la principale force politique du pays – certainement la mieux organisée. Mais leur unité est loin d'être acquise : à côté du « Parti de la justice et de la liberté », fondé par la « vieille garde » des frères, quatre autres partis se sont créés en opposition à celui-ci, dont le « Courant égyptien » fondé par les jeunes du mouvement. Ceux-ci, ayant activement participé au mouvement populaire de l'hiver dernier, sont en contact permanent avec les réalités sociales et

économiques égyptiennes et ont pris leurs distances avec la « vieille garde » guidée par un pragmatisme politique bien établi et des intérêts économiques proches de ceux des généraux. L'appel au boycott lancé par les Frères musulmans lors des dernières manifestations dénonçant l'immobilisme du CSFA et les tribunaux militaires pour les civils en est une illustration, ainsi que leur critique systématique des mouvements de grèves. Les résultats des dernières élections au syndicat professionnel des médecins, où des indépendants ont gagné un nombre significatif de sièges face aux Frères musulmans, indique que les rapports de forces dans la société ne leur sont pas forcément favorables. Il faudra aussi tenir compte de la capacité des nouveaux partis à s'organiser efficacement après plus d'un quart de siècle passé dans une clandestinité quasi totale. Les États-Unis ne manqueront pas d'observer de près le processus électoral, même si la situation globale ne semble pas évoluer en leur défaveur. En effet, le CSFA ne remettrait jamais en cause l'hégémonie américaine dans ce pays stratégique, et l'opportunisme politique et le programme économique libéral des Frères musulmans devrait les conduire à s'adapter aux exigences des politiques économiques américaine et européenne. ♦

1 L'attentat à la bombe perpétré dans la nuit du nouvel an 2011 devant une église copte d'Alexandrie a fait 21 morts et des dizaines de blessés. Fermelement condamné par l'ensemble des partis et groupes politiques (y compris par les groupes islamiques radicaux responsables de la vague d'attentats dans les années 1990). L'enquête est toujours en cours, mais une piste conduit au ministre de l'Intérieur, Habib Al Adli, qui aurait utilisé la violence interconfessionnelle pour se porter garant de l'ordre et pouvoir durcir la répression.

2 Le 25 janvier, jour férié en Égypte pour la fête de la police, un appel à manifester contre le régime a connu un succès inespéré et marque le début de la Révolution du 25 janvier. Beaucoup d'analystes s'accordent cependant pour considérer que le jour où la situation a vraiment basculé a été le 28 janvier, le « vendredi de la colère », à la suite duquel les forces de polices ont déserté les rues et laissé la place aux chars de l'armée.

3 L'humour égyptien, célèbre dans tout le monde arabe, s'exprime aussi dans ces moments mouvementés : les « Baltaguiyas » sont les sinistres voyous employés par le régime pour s'attaquer aux opposants, comme lors de l'attaque (à dos de chameau pour certains) des manifestants place Tahrir le mercredi 2 février.

4 Le jeudi 27 octobre, Essam Atta, un jeune homme de 24 ans, est mort des suites de terribles tortures dans une prison du Caire. Son cas est loin d'être isolé, les organisations égyptiennes des droits humains parlent de centaines de cas de tortures depuis le 11 février.

## Bibliographie

Vincent Battesti et François Ireton (dir.), *L'Égypte au présent – Inventaire d'une société avant révolution*, Paris, Actes Sud, 2011.

Alaa Al Aswany, *Chroniques de la révolution égyptienne*, Actes Sud, 2011

---

**Les Frères musulmans, forts de la relative tolérance du régime et de leurs réseaux caritatifs, se profilent de fait comme la principale force politique du pays [...]**

---